economiesuisse

Politique de croissance: on attend des actes

Le Conseil fédéral envisage de poursuivre au cours de la législature 2012-2015 la politique de croissance menée jusqu'ici. Cette intention est à saluer.
En tout, 13 mesures politiques ont pour objectif d'agir positivement sur l'augmentation de la productivité du travail. L'analyse et l'orientation générale de ces mesures sont justes : il s'agit de continuer de renforcer la concurrence sur le plan interne, d'ouvrir les marchés d'exportation et de d'assurer la bonne santé des finances publiques, autant d'actions qui favorisent la compétitivité de la Suisse. Malheureusement, le rapport sur la politique de croissance affiche des lacunes en ce qui concerne les solutions concrètes.

D'un agenda concernant la politique de croissance, on est en droit d'attendre des propositions solides et courageuses, planifiées avec clarté. La troisième réforme de l'imposition des entreprises, mentionnée dans le rapport, et qui doit favoriser l'attractivité de la Suisse et par là-même la croissance, fait à ce titre exception. Dans ce domaine, il faut désormais passer aux actes. Le rapport sur la politique de croissance ne remplira son mandat que s'il produit des actions concrètes.